

3€

regards

JUILLET/AOÛT 2020

**REPASSER
EN MODE
POLITIQUE**

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE JUILLET/AOUT

REPASSER EN MODE POLITIQUE

CORONAPOLITICUS

- ◆ **Plus que jamais, faire de la politique**
- ◆ **Contre la résilience**
- ◆ **Après le coronavirus, s'engouffrer dans la brèche**

LE MONDE D'AVANT N'EST PAS (ENCORE) MORT

- ◆ **Eux non plus, ils ne lâchent rien...**
- ◆ **La bataille de la dette**
- ◆ **14 juillet d'Emmanuel Macron : les passions somnifères d'une fin de règne**

AU FAIT, IL Y A EU DES MUNICIPALES ?

- ◆ **Élections : retour sur le communisme municipal**
- ◆ **Municipales : comment ça se passe à gauche ?**
- ◆ **Municipales : un scrutin à plusieurs faces**



CORONAPOLITICUS

Plus que jamais, faire de la politique

La situation serait si grave qu'il ne faudrait pas donner son point de vue, ne pas exprimer sur la base de sa vision du monde des propositions alternatives aux choix du pouvoir en place, au risque d'apparaître comme un vautour qui se jette sur les victimes de la crise. Quelle curieuse appréciation.

Un commentaire sur ma page Facebook, au sujet de notre tribune de groupes parlementaires insoumis proposant un plan de mobilisation sanitaire, déplore une « récupération politique ». Au même moment, le ministre Gérard Darmanin appelle à la « solidarité nationale » en mettant en ligne une plateforme de dons « pour permettre à tous ceux qui le peuvent, particuliers ou entreprises, d'apporter leur contribution à l'effort de solidarité de la nation envers les plus touchés ». En croisant ces deux lectures, j'ai immédiatement pensé : il faut décidément faire de la politique ! Il faut même plus que jamais faire de la politique.

La situation serait si grave qu'il ne faudrait pas donner son point de vue, ne pas exprimer sur la base de sa vision du monde des propositions alternatives aux choix du pouvoir en place, au risque d'apparaître comme un vautour qui se

jette sur les victimes de la crise. Quelle curieuse appréciation. C'est précisément parce qu'il n'y a pas qu'une seule façon de faire face au coronavirus et une seule voie de sortie de la crise sanitaire que nous avons besoins du débat démocratique. Les appels à « l'Union nationale » me font parfois penser au « There Is No Alternative » de Margaret Thatcher. S'il faut une mise en commun des forces de la Nation pour combattre l'épidémie, il ne saurait être question de gommer les différences politiques. Donner à voir différents chemins, qui devront être tranchés par la bataille d'idées, les mobilisations sociales, les élections, c'est tout simplement défendre la souveraineté populaire et la démocratie. Sauf à sauter à pieds joints dans un régime si autoritaire qu'il pourrait finir en dictature. Les citoyennes et citoyens doivent penser la situation, être acteurs et actrices des orientations

mises en œuvre, et pour cela se reposer sur les critiques et les idées mises en circulation.

Vient alors un exemple concret avec la proposition de Gérard Darmanin. Pour soutenir et déployer les secteurs indispensables pour faire face au coronavirus, le gouvernement a opté pour le don privé. Il aurait pu imaginer un autre système, qui s'appellerait l'impôt. Il aurait pu penser que ce serait juste et intelligent de mettre à contribution les plus riches, en rétablissant l'ISF par exemple. Il aurait pu aussi taxer les revenus financiers. Le gouvernement a fait un choix politique : recourir à la générosité au petit bonheur la chance et non à des mesures de partage, de justice sociale. Jouer la réponse à la crise comme un Téléthon, c'est une option, ce n'est pas la nôtre. Et j'assume de m'y opposer franchement et publiquement avec d'autant plus d'énergie que la situation est dramatique. Pourquoi le drame collectif supposerait que nous fassions silence, allégeance à ceux qui dirigent ? Non, je ne me tairais pas parce que la crise nous plonge dans le tragique. Au contraire, je nous invite à réagir, à imaginer les issues, à confronter nos visions et propositions.

La crise sanitaire est amenée à durer, et à prendre des formes qui vont évoluer. Raison de plus pour ne surtout pas gommer notre opposition mais au contraire la faire vivre, la frotter au réel. La politique n'est pas un exercice virtuel. Si le

confinement renvoie chacun, chacune à sa sphère privée, à son échelle individuelle, l'espace public continue d'exister – même si je suis effarée de voir qu'il est amoché puisque les grandes émissions télévisées se passent des oppositions. Les décisions continuent de s'enchaîner, et même plus vite avec les ordonnances. Comme l'écrivait la philosophe Hannah Arendt : « Ce qui rend la société de masse si difficile à supporter, ce n'est pas, principalement du moins, le nombre des gens ; c'est que le monde qui est entre eux n'a plus le pouvoir de les rassembler, de les relier, ni de les séparer. » On ne va pas se contenter de compter les morts en attendant le retour à la normalité. Comme l'énonce un slogan de notre époque, c'est la normalité qui est le problème. Non il ne faut pas chercher à relancer la machine, comme l'espère le gouvernement, mais changer la machine, celle qui donne tout pouvoir à la finance et se moque de nos besoins, de nos vies.

Pendant la crise elle-même, le discours politique est décisif parce qu'il donne un sens. Si rien ne doit plus être comme avant, si nous tirons des leçons du moment tragique que nous traversons, alors il faut commencer par penser l'horizon que nous voulons atteindre. Comme disait l'intellectuel communiste Lucien Sève, qui vient d'être emporté par le Coronavirus : commençons par les fins !

● CLÉMENTINE AUTAIN

Contre la résilience

La mise en avant de la « résilience », nom donné à l'opération militaire anti-Covid de Macron, est symptomatique d'une idéologie qui compte sur les individus pour surmonter les catastrophes engendrées par un système qu'on ne veut pas remettre en cause. Généalogie d'un concept fort utile pour ceux qui ne veulent rien vraiment changer.

On ne sait pas encore très bien comment la mobilisation de deux navires de guerre contribuera à faire face à l'épidémie de Covid-19, mais peu importe. Le nom de l'opération militaire, « Résilience », qu'Emmanuel Macron a annoncée le 25 mars en dit d'ores et déjà long sur sa politique. Après « développement durable », « résilience » est devenu depuis une dizaine d'années le nouveau terme à la mode, à saupoudrer sur les politiques publiques de toutes natures. Que ce soit face au terrorisme, au dérèglement climatique, aux catastrophes naturelles, aux crises financières ou aux épidémies, il ne s'agit plus de nier que le désastre guette, ni qu'il est déjà là pour certains,

mais d'enjoindre les individus et les communautés politiques à renforcer leur « résilience » pour y survivre.

Popularisé en France par Boris Cyrulnik, le terme semble à première vue inoffensif. Dans son bestseller de 1999 *Un merveilleux malheur*, le psychiatre file la sympathique métaphore de l'huître qui, pour se protéger du grain de sable qui la blesse, secrète du calcaire, produisant ainsi une perle. L'auteur fournit lui même un exemple parlant en la matière : fils de Juifs immigrés d'Europe de l'Est morts en déportation, il échappa de justesse à plusieurs rafles et vécut caché sous une fausse identité pendant l'Occupation. Emmanuel Macron, qui disait récemment

devoir beaucoup à Cyrulnik, l'a d'ailleurs chargé en septembre de présider une commission d'experts pour réfléchir à l'amélioration de l'accompagnement des « mille premiers jours de l'enfant ».

DE LA PHYSIQUE À LA PSYCHOLOGIE

Si la faculté de ne pas se laisser abattre par la maladie, la peur de la contamination et le confinement constitue indéniablement un atout en cette période de crise, ériger la « résilience » en mot d'ordre de l'action gouvernementale est autrement problématique. Car, au delà du message optimiste que porte Cyrulnik, la « résilience » véhicule aussi une idéologie douteuse aux relents darwinistes, qui ne présage rien de bon dans la « guerre » en cours contre le virus.

Il faut dire que le concept a connu bien des mutations. Simple synonyme de « rebond » au XVIII^e siècle, le terme de « résilience » est employé au siècle suivant dans la physique pour désigner l'aptitude d'un corps à résister aux chocs et à retrouver sa forme initiale après une compression, une torsion ou une élongation, avant d'être importé dans les années 1970 par les sciences de l'écologie pour analyser l'évolution et l'adaptation des écosystèmes, notamment dans les travaux de Crawford Stanley Holling.

C'est toutefois dans le champ de la psychologie que le terme connaît l'apogée de sa gloire, désignant la capacité plus ou moins développée selon les individus

à surmonter des traumatismes. Parmi les précurseurs, le psychiatre et psychanalyste britannique John Bowlby avait étudié dès les années 1950 l'importance de la relation d'attachement de l'enfant avec sa mère pour forger sa capacité à gérer des situations stressantes à l'âge adulte. On peut également citer l'américaine Emmy Werner, qui a mené une étude longitudinale sur le destin d'enfants des rues nés en 1955 à Hawaï, ou encore Fritz Redl, l'ancien élève viennois d'Anna Freud qui a introduit le concept d'« ego resilience » en 1969, et qui s'est penché sur le phénomène des « enfants invulnérables ». Dans les années 1960 aux États-Unis, le père de la « psychologie positive » Martin Seligman a découvert que certaines personnalités « optimistes » avaient tendance à refuser la passivité dans les situations difficiles et à percevoir les infortunes comme « temporaires, locales et modifiables ».

PLUS QU'UNE FACULTÉ PSYCHIQUE, UNE IDÉOLOGIE

Or ce sont d'abord les applications pratiques qui ont découlé de ces observations qui laissent circonspects. La résilience a en effet rencontré l'intérêt de l'armée, qui a confié en 2008 à ce même Seligman un programme de 145 millions de dollars de « conditionnement physique » pour tenter de lutter contre le syndrome de stress post-traumatique. Le monde des affaires s'est également montré sensible aux vertus de la résilience, considérée comme un

muscle que les cadres et entrepreneurs férus de développement personnel cherchent à renforcer afin de « rebondir » après un échec, faire face à l'adversité et booster leur carrière dans un univers ultra compétitif. La Harvard Business Review dispense ainsi par exemple quelques conseils pour « évaluer, gérer et renforcer » notre « résilience » et reconstituer notre stock de « monnaie positive », qui « trouve son origine dans des interactions positives réelles, des événements et des souvenirs ».

La carrière fulgurante de la résilience ne s'est pas arrêtée à la psychologie – qu'elle soit universitaire, de comptoir ou d'entreprise, se frayant un chemin dans les travaux d'économie (on parle de « résilience de l'emploi ») et d'urbanisme (« les villes résilientes »). Mais elle s'est surtout imposée comme concept clé des politiques publiques, et ce quelque soit le domaine. Le terme est désormais incontournable dans tous les rapports et programmes des organisations internationales. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 lancé par l'ONU en 2015 s'est ainsi doté d'un cadre analytique « risque et résilience ». En 2013, la Commission européenne a adopté un « Plan d'action pour la résilience dans les pays exposés aux crises pour la période 2013-2020 » et en 2017, le Parlement européen a adopté une Résolution « sur la résilience en tant que priorité stratégique de l'action extérieure de l'Union ». En 2014, la Banque mondiale et le

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en ont fait la thématique centrale de leurs rapports annuels respectifs. La résilience était également un axe central des Objectifs de développement durable (ODD) – succédant en 2015 aux Objectifs du Millénaire pour le développement. En 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié un rapport intitulé « Renforcement de la résilience : un pilier de Santé 2020 et des objectifs de développement durable ». En 2016, les pays de l'OTAN ont pris l'engagement d'améliorer la résilience au sommet de Varsovie.

La diffusion du terme tient en grande partie à la fondation Rockefeller, dont la présidente, Judith Rodin, a signé un livre au titre évocateur *The resilience dividend, being strong in a world where things go wrong* [1] (« Le dividende de la résilience. Être fort dans un monde où les choses peuvent mal tourner »). Depuis 2013, la Fondation a créé et financé des postes de « chief resilience officers » dans une centaine de métropoles du monde entier.

ASSUMER LA VULNÉRABILITÉ

Or cette circulation à travers le champ social s'est accompagnée d'une orientation idéologique particulièrement pesante. Comme le soulignent Julian Reid et Brad Evans dans leur livre *Resilient life, The art of living dangerously*, l'accent sur la résilience est sympto-

matique du désengagement de l'Etat à l'ère néolibérale : il n'appartient plus au souverain étatique de garantir une impossible sécurité face au chômage, à la maladie et à la vieillesse, mais aux individus d'assumer leur « vulnérabilité » et « d'accepter la dangerosité du monde » pour cultiver leur adaptabilité face à des risques décrétés aussi inévitables que des catastrophes naturelles. La résilience implique que l'on ne peut pas changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent, mais seulement s'en accommoder le mieux possible.

Le philosophe australien de l'environnement Glenn Albrecht dénonce à ce propos dans ses travaux la « résilience perverse » des groupes pétroliers qui communiquent sur la dimension non seulement « durable » mais « résilientes » de leurs industries. Une chronique du philosophe libéral Gaspard Koenig qui se propose de « penser l'après-virus » dans Les Échos du 18 mars en fournit une belle illustration : « Si l'on doit changer nos modes de vie, ce n'est certainement pas pour revenir au dirigisme, met-il en garde. Les entreprises ne pourront plus prétendre que le télétravail est impossible ; elles devront redéfinir leurs modèles économiques pour y intégrer la résilience », et éviter qu'à la prochaine épidémie elles

perdent autant de chiffre d'affaire...

Dans une tribune du Monde, la philosophe Eva Illouz mettait déjà en garde en 2016 contre les « usages idéologiques » de l'idéal de la résilience, qui « prive de légitimité les sentiments négatifs, pourtant inévitables et même nécessaires » dans les situations objectivement injustes et révoltantes. « Nos sociétés imposent au moi un devoir de performance psychologique où la psyché doit se montrer plus forte que les structures sociales, parfois écrasantes. »

Macron ne s'y trompe pas. En baptisant son opération militaire « Résilience », le président signale qu'il ne s'attaquera surtout pas aux causes structurelles de l'épidémie : la destruction des habitats naturels et de la biodiversité qui favorisent la transmission du virus entre espèces, la mondialisation qui accélère la diffusion planétaire de l'épidémie, la démolition de la recherche publique qui nous prive de connaissances scientifiques sur les coronavirus et la dislocation de l'hôpital public qui complique le traitement des malades. Il n'est pas question, donc, de changer de système pour empêcher de futures épidémies, mais de sauver le système actuel et de tenter de survivre à la prochaine épidémie.

● LAURA RAIM

Après le coronavirus, s'engouffrer dans la brèche

De quoi la crise du Covid-19 est-elle le nom ?

Au gouvernement et dans les oppositions, dans la chaleur des confinements et sur les réseaux sociaux, beaucoup pensent déjà à l'après coronavirus. Cela tombe bien, nous aussi.

Depuis 17 mois qu'ils se réunissent les samedis, les gilets jaunes nous ont rappelé une évidence : il n'existe pas de politique hors sol car les choix politiques s'inscrivent sur un territoire et affectent la vie des gens de manière hétérogène, selon qui ils sont, où ils vivent, l'âge qu'ils ont ou encore leur métier. Le coronavirus nous en rappelle une autre : l'effectivité du droit et les valeurs sur lesquelles il repose, impliquent des décisions politiques et la volonté de les mettre en œuvre. Et une autre bien sûr, qu'on écrit à nouveau, juste pour le plai-

sir : un autre monde est possible, quand bien même on voudrait nous laisser croire le contraire.

DES DROITS QUI DEVIENNENT EFFECTIFS PRESQUE PAR SURPRISE

Le coronavirus a par exemple rappelé que le droit au logement, dont on répète encore, parce qu'il le faut sans cesse, qu'il est constitutionnel et opposable en France, peut devenir effectif quand il y a la volonté politique, à l'image des centaines de lits pour les sans-abris trouvés dans toute la France en seulement quelques jours - jusqu'au Palais des Festivals à Cannes... même s'il faut noter que de graves carences sont encore à regretter, carences qui laissent

certain, toujours à l'heure de la rédaction de ce papier, à la rue malgré la pandémie et les impératifs de confinement du gouvernement. Une chose apparaît dès lors certaine : le droit au logement de ceux qui n'en ont pas ne peut pas être effectif que lorsque la santé de ceux qui ont un logement est menacée. Que le gouvernement socialiste portugais régularise, même temporairement, les sans-papiers présents dans le pays, pour leur permettre d'être protégés et pris en charge alors que le coronavirus sévit, cela ne nous rappelle-t-il pas aussi – car, tristement, il semble qu'il le faille – que la politique se fonde sur des valeurs et, au fond, sur une idée de l'humanité ? Disons-le : comme pour le logement, les droits des sans-papiers ne peuvent être reconnus que lorsque la santé de ceux qui ont des papiers est menacée. Le caractère exceptionnel de ce type de mesures est d'ailleurs, en sourdine, une insulte adressée à ceux qui en bénéficient tout d'un coup. Car bien souvent, pour eux, la crise n'a pas commencé avec le coronavirus et ne se terminera pas avec le déconfinement.

POUR BEAUCOUP, LA CRISE, C'EST TOUT LE TEMPS

Pour ceux suspendus aux frontières et qui risquent leur vie pour venir en Europe, pour les parents qui ne parviennent pas à subvenir aux besoins de leurs enfants même en travaillant, pour les sans-abris qui doivent passer l'hiver dehors, puis l'été, puis encore

l'hiver, et ainsi de suite, pour la victime de racisme dont l'horizon est bouché et qui sait qu'elle peut mourir, comme d'autres sont morts avant elle, assassinée par la police de son pays, pour ce vieil homme qui finit ses jours dans un EHPAD sous-doté que la solidarité nationale a oublié, pour celui qui n'a eu d'autre choix que d'accepter un travail harassant qui le tue discrètement, pour tous ceux et toutes celles que la société laisse sur le bord de la route, que change la pandémie de coronavirus ?

Pour eux tous, la crise, c'est tout le temps. Alors pourquoi n'est-ce la crise uniquement quand ceux qui vivent bien voient leur santé et leur qualité de vie menacée, uniquement quand ceux qui ont de l'argent en perdent, quand ceux qui ont le pouvoir se sentent menacés ? Ce n'est pas la crise quand les laissés-pour-compte sont frappés. Ce n'est la crise que quand l'ordre établi et ceux qui le constituent sont menacés et ont besoin des autres et de l'Etat. Car le coronavirus frappe tout le monde sans distinction sociale, mais il frappe plus fortement encore les électeurs, parce qu'ils sont plus âgés que la moyenne et ont plus de probabilité de mourir, et parce qu'ils sont plus riches que la moyenne et ont donc plus à perdre.

UNE BRÈCHE POLITIQUE NOUVELLE S'EST OUVERTE

À cet égard, le coronavirus ouvre une brèche politique. Parce qu'il rend la solidarité, l'humanité et l'organisation

collective nécessaires, le coronavirus ramène la droite aux valeurs portées par la gauche et fait l'union nationale autour d'elles. Et il écrit en grosses lettres : there is no alternative n'existe pas. Même les plus libéraux sont aujourd'hui contraints de reconnaître que la sécurité sociale est un acquis précieux, que la règle d'or budgétaire n'est pas un absolu et que les droits de tous peuvent très bien être appliqués sans provoquer l'effondrement de l'Etat ni de l'économie.

La brèche ouverte est si béante qu'elle renouvelle certains combats politiques de gauche. C'est par exemple le cas de celui, qu'on croyait presque perdu, sur le droit du travail, que le coronavirus revitalise à travers la situation dramatique vécue par ceux que les libéraux présentaient encore récemment comme les travailleurs du futur. Alors que la Cour de Cassation leur a récemment reconnu le statut de salariés (arrêt du 4 mars 2020), doit-on laisser les conducteurs d'Uber ou les livreurs Deliveroo - ou qui que ce soit d'ailleurs - perdre tous leurs revenus, et ne bénéficier d'aucune protection sociale, lorsqu'ils exercent leur droit de retrait pour des raisons sanitaires ou lorsque l'activité de l'entreprise pour laquelle ils travaillent s'arrête faute de clients ? Le coronavirus rappelle ce pléonasme qui ne devrait pas avoir besoin de l'être : le droit du travail doit être appliqué à tous les travailleurs, quels qu'ils soient, quels que soient leurs métiers, leur parcours et leur ori-

gine sociale. Et il donne une force nouvelle à ceux qui le revendiquent.

OUI, L'ALTERNATIVE PEUT RASSEMBLER

Bien sûr, la droite n'a pas rendu les armes, à l'image bien sûr de notre gouvernement, qui s'appuie sur l'état d'urgence sanitaire qu'il a créé la semaine dernière pour autoriser des exceptions au droit du travail qui préservent ceux qui détiennent le capital. Aujourd'hui, les entreprises négocient avec leurs salariés la prise forcée de congés pendant la période de confinement, incitée par l'Etat au prétexte de l'effort collectif, alors que les Français participent de fait déjà à l'effort collectif à travers l'Etat, qui se finance par l'impôt, calculé sur la base de règles communes fondées sur le principe de la justice sociale. Doit-on pouvoir revenir sur des acquis sociaux quand c'est la crise ? Doit-on abandonner l'effort collectif et la solidarité nationale à des intérêts privés quand c'est la crise ? Non et non, bien sûr que non.

Mais, devant le coronavirus, il saute aux yeux que les réponses du libéralisme sont parfaitement inadaptées : « Si les Martiens attaquent la Terre, notre première réponse serait de baisser les taux d'intérêt », dit ironiquement Erik Brynjolfsson, Professeur au Massachusetts Institute of Technology. En effet, quand l'économie ne produit plus, il n'y a plus de valeur, même quand on baisse les taux d'intérêt, même quand on les

baisse si fortement qu'ils deviennent négatifs, même quand on injecte de manière artificielle des centaines de milliards dans l'économie. On peut prêter – ou même donner – autant d'argent qu'on veut à une entreprise qui n'a plus d'activité, parce qu'elle n'a plus de fournisseurs, parce qu'elle n'a plus de clients, ou parce que ses salariés sont confinés chez eux... L'argent n'arrête pas le coronavirus.

Là voilà donc, l'alternative : ou bien on détruit lentement le système de santé pour faire des économies, et quand vient une épidémie d'ampleur, on confine les gens chez eux, on autorise les entreprises à déroger au droit du travail et on s'endette massivement pour permettre à l'économie de survivre, au bénéfice des plus riches ; ou bien on rend les droits de tous à la santé et au logement opérants, pour être prêts à répondre aux épidémies, on restitue l'État dans son rôle de garant du respect des règles communes, de la justice sociale, de la dignité et de l'épanouissement de chacun, et plutôt que de toujours sauver l'économie, on investit dans l'éducation, la culture et la transition écologique. Deux visions de la société dont on ne peut plus dire que

l'une – toujours la même – est impossible, que le coronavirus présente sous un nouveau jour.

FINIE LA MONDIALISATION DU BUSINESS AS USUAL

Mais, béante, la brèche politique ouverte par le coronavirus est aussi dangereuse. Car le coronavirus dit aussi autre chose : la mondialisation ne peut plus se faire comme avant, qu'elle ne peut plus être dépourvue de tout sens politique et mue uniquement par la logique du marché, qu'elle doit être fondée sur l'humain. Qui en tirera profit sur le plan politique ?

C'est évidemment frappant dans le domaine de la santé, car on ne peut évidemment accepter que la santé ne dépende d'importations incertaines, même si c'est moins cher, de produits sanitaires et pharmaceutiques – comme les masques, les respirateurs ou le paracétamol – dont la production a été délocalisée et dont la distribution est rendue incertaine quand les pays exportateurs en ont eux-mêmes besoin ou ne voudraient plus les vendre pour des raisons qui leur sont propres, bonnes ou mauvaises d'ailleurs. À l'heure du réchauffement climatique,

dont on sait qu'il menace notre modèle de société avec une force bien supérieure à celle du coronavirus, la délocalisation de productions qui sont plus rentables ailleurs est d'autant plus inacceptable que, bien souvent, elles ne sont soumises à aucune régulation environnementale – ni sociale – dans les pays qui les accueillent.

D'autres domaines essentiels sont concernés, et pas seulement celui de l'énergie, même s'il nous faudra avoir construit beaucoup d'éoliennes le jour où les Etats dont nous importons l'uranium ou le pétrole ne nous livreront plus. Il y a aussi la culture : quand tous les théâtres, librairies, cinémas et musées sont fermés, les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft - auxquels on peut ajouter Netflix) qui, au même prix qu'ordinaire, nous livrent nos livres et qui nous donnent accès en ligne aux films et aux séries du monde entier, ne contribuent ni à l'effort national auxquelles toutes les entreprises et tous les salariés contribuent, ni au soutien à la création que la loi impose à tous les autres acteurs du secteur culturel. Comment maintenir l'exception culturelle qui a permis de préserver la créativité de notre pays

dans cette mondialisation-là ?

À nouveau, la brèche politique est béante, car ces observations font consensus. Elles nous invitent à refonder la mondialisation sur de nouvelles règles, afin non seulement de pouvoir répondre aux situations exceptionnelles de demain mais aussi de préserver notre modèle de société. Mais c'est aussi précisément parce que le coronavirus invite à refonder la mondialisation que la brèche qu'il ouvre est dangereuse. Dangereuse, car certains, sur notre extrême droite, saisissent déjà l'occasion pour affirmer que la fermeture des frontières serait la solution à l'épidémie de coronavirus – ce que les scientifiques contestent – et que la fin de la mondialisation éviterait tous les problèmes à venir : les inégalités, le réchauffement climatique, les guerres, etc. Nous n'y croyons pas une seconde, mais dans le contexte actuel, après les gilets jaunes et le coronavirus, ceux-là ne pourraient-ils pas, politiquement, tirer leur épingle du jeu ? À moins que la gauche, qui a tous les atouts pour rassembler, n'arrive à proposer une autre issue...

● **PABLO PILLAUD-VIVIAN**

ET PIERRE COMBAZ



**LE MONDE
D'AVANT
N'EST PAS
(ENCORE)
MORT**

Eux non plus, ils ne lâchent rien...

Morceaux choisis d'économistes qui tiennent le haut
du pavé, décrivant avec réalisme les enchaînements
de la crise et préconisant les remèdes du monde d'avant...
mais en pire.

PATRICK ARTUS

Directeur de la recherche et des études de Natixis

« Les entreprises vont aller très mal : la crise économique peut empirer après le confinement.

De nombreux facteurs vont dégrader fortement la situation des entreprises (nous examinons la situation de la zone euro). Il s'agit :

- de la hausse de leur endettement et du recul de leurs profits ;

- de la faiblesse probable de la consommation ;

- du recul de la productivité dû aux nouvelles règles sanitaires ;

- de la situation durablement très difficile de plusieurs secteurs d'activité ;

- du coût du durcissement probable des normes climatiques et environnementales.

Ceci peut impliquer que la crise économique empire après la fin du confinement, avec en particulier une montée

très durable du chômage, et une forte inefficacité de la politique monétaire (les entreprises étant déjà trop endettées).

La réponse la plus adaptée de la politique économique semble être alors une baisse très importante du coût du travail, qui compense la hausse des autres coûts et la baisse de la productivité du travail et qui soutienne les créations d'emplois. »

PHILIPPE AGHION

Professeur au collège de France

« Ce qui est important c'est la confiance qu'on inspire aux marchés.

Et c'est cela qu'ils vont regarder : Est-ce que vous avez une politique qui permet d'endiguer l'épidémie et des investissements qui préservent en tout cas le potentiel de croissance. Si on arrive à faire cela, on gagne la confiance des marchés et on peut soutenir un certain niveau de dettes. Cela ne signifie pas qu'il ne faudra pas payer après. Vis-

à-vis des marchés, il va falloir être sérieux. Il faut faire intelligemment. C'est cela que les marchés regardent. Comment la dette est utilisée... Ce qui permet de repayer la dette c'est la croissance. Si je fais une politique d'austérité je tue la croissance. Si j'augmente massivement les impôts je décourage l'innovation, je tue la croissance. Tout ce qui peut nuire à un redémarrage rapide de la croissance est mauvais. Cela va retirer la confiance des marchés. Les marchés ne regardent pas la dette en pourcentage. Ils regardent le taux de croissance. Pour l'innovation être attractif est crucial et c'est affecté par la fiscalité... le capital c'est de l'épargne accumulée. Et donc on ne doit pas taxer le capital comme le travail. Les suédois au début des années 1990 (sic) avaient un impôt comme nous on avait avant que Macron soit élu [...] Ils ont supprimé l'impôt sur la fortune, ils ont mis une flat tax sur les revenus du capital à 30 ou 28%. Et c'est cela qui a dopé l'innovation. La productivité a été multipliée par quatre. Les revenus fiscaux ont augmenté et cela a permis de maintenir l'État providence. »

CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

Professeur au CNAM, membre du cercle des économistes

« La nécessaire restructuration de l'Etat français :

Prenons l'année 2019 comme référence, avant la crise du Covid-19.

En pourcentage du PIB national, la dépense publique atteignait 55,6% du PIB en France contre 45,3% en Allemagne, 45,8% dans la zone euro hors France et 46% dans l'Union européenne à 27 (UE 27) hors France. Le taux de dépense publique (en % du PIB) était donc supérieur de plus de 10 points de pourcentage par rapport au taux de dépense de l'Allemagne et de presque dix points par rapport aux taux de dépense moyen de la zone euro hors France et de l'Union européenne hors France...

À périmètre comparable, l'action publique coûte dix points de PIB de plus en France que dans les pays démocratiques ayant une protection sociale comparable et des taux de chômage moindres. Or ce taux de dépense est sans rapport avec les services rendus ! [...] Pour ce qui est du seul secteur de la santé, la France dépense plus en pourcentage du PIB que l'Allemagne mais n'a commencé le confinement de la population au moment de la crise du Covid-19 qu'avec 5000 lits en réanimation contre 28.000 en Allemagne. De plus, 35% des personnels hospitaliers sont des administratifs en France contre 24% en Allemagne. Avec le taux allemand, et à effectif constant, nous aurions 100.000 soignants de plus en France ! [...] Défaut d'anticipation, lourdeur de réaction, confusion dans les objectifs, l'Etat français, en mars-avril 2020 a cumulé toutes les tares de l'action

publique. La situation n'est restée sous contrôle que grâce à l'héroïsme des soignants.

Il faut restructurer en urgence cet Etat obèse et impuissant. »

BERTRAND MARTINOT

Économiste, ancien conseiller social à la Présidence de la République de 2007 à 2008, délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) de 2008 à 2012, puis directeur général adjoint de la région Ile-de-France en charge du développement économique, de l'emploi et de la formation jusqu'en 2019. Actuellement directeur du conseil en formation et développement des compétences chez Siaci Saint Honoré.

« Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail »

En sortie de confinement, les réponses de politique macroéconomique dites «keynésiennes» viennent encourager la consommation des ménages, à travers la dépense publique (chômage partiel notamment). Purement axées sur le soutien à la demande, elles sont nécessaires mais insuffisantes pour relancer l'économie post-crise. Afin de limiter l'impact négatif de la crise sur l'économie, il convient aussi d'agir sur l'offre, c'est-à-dire sur l'activité des entreprises, afin de faciliter leur reprise d'activité : se pose ainsi, parmi d'autres, la question du temps de travail.

En matière de travail, il paraît en effet évident que les périodes de confinement strict ou assoupli, et la nécessité de travailler en coexistant durablement avec un virus en circulation vont bouleverser durablement nos organisations productives : diminution de la productivité du fait de la réduction des interactions sociales et de la désorganisation des chaînes de production, développement accéléré de nouvelles formes d'organisation du travail, surcharge de travail dans certains secteurs économiques et au contraire sous-charge dans d'autres.

Pour répondre à ces défis, cette note plaide en faveur d'un soutien aux entreprises qui souhaitent accroître le temps de travail, sans sacrifier la question de sa rémunération.

Au-delà des assouplissements de certaines réglementations, et pour tenir compte des difficultés financières des entreprises, des dispositifs de paiement différés du temps de travail supplémentaires sont, passant par des mécanismes de participation, d'intéressement ou d'épargne salariale. Le dialogue social au sein des entreprises doit pouvoir autoriser de tels arrangements au cas par cas.

Secteurs public comme privé doivent être associés à cette réflexion

La note propose aussi de traiter la question du temps de travail au-delà du secteur privé, autant pour des raisons évidentes d'équité que pour

des questions d'efficacité économique et sociale. Des augmentations ciblées du temps de travail sont ainsi proposées dans la fonction publique sur la durée et l'aménagement du temps de travail, notamment dans l'Éducation nationale pour rattraper les semaines de retard scolaire.

Neuf propositions pour adapter le temps de travail en contexte de crise :

1. Assouplir quelques verrous juridiques persistants
2. Donner des incitations nouvelles à l'accroissement du temps de travail via des formules de rémunérations différées négociées au niveau de l'entreprise (ou à défaut par la branche professionnelle)
3. Toute formation figurant sur le plan de développement des compétences de l'entreprise pourrait être effectuée en dehors du temps de travail du salarié avec l'accord de celui-ci
4. Supprimer le jeudi de l'Ascension comme jour férié
5. Proposer aux fonctionnaires de secteurs d'activités nécessaires à la vie économique ou en tensions d'accroître temporairement leur durée de travail, en contrepartie d'une rémunération supplémentaire
6. Supprimer la première semaine des vacances scolaires de la Toussaint en 2020
7. À moyen terme, réexaminer la question de la durée et de l'aménagement (sur le mois, sur l'année, voire sur plusieurs années) du temps de travail dans

les administrations publiques.

8. Accroître les catégories éligibles aux forfaits jours dans la fonction publique

9. Diminuer le nombre de RTT dans la fonction publique, à titre provisoire (sic) »

PIERRE CAHUC ET STÉPHANE CARCILLO

Professeur d'économie à Sciences Po, coauteur de *Le négationnisme économique* et Professeur affilié au département d'économie de Sciences Po

« Un chômage partiel excessivement généreux peut freiner la reprise du travail.

Le confinement actuel a des conséquences potentiellement désastreuses sur l'emploi et les revenus des ménages... Le chômage partiel évite de mettre des millions de personnes au chômage et de détruire des emplois que les entreprises devront recréer, ce qui pourrait ralentir la reprise.

Toutefois, ce rôle d'accélérateur du chômage partiel ne peut fonctionner que si la phase de déconfinement est bien gérée, car cet outil porte aussi le risque d'enfermer l'économie dans une longue récession.

De ce point de vue, la France doit être très vigilante : son dispositif de chômage partiel est désormais l'un des plus généreux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et concerne près d'un salarié sur deux. Sachant que

les carnets de commande de nombreux secteurs vont être impactés pendant un certain temps, un chômage partiel excessivement généreux peut considérablement freiner la reprise du travail... Entrepreneurs et salariés des secteurs dont l'activité va rester restreinte après le 11 mai – notamment dans le tourisme, les loisirs, les transports ou la restauration – doivent être protégés plus longtemps par l'assurance-chômage, tandis que leurs entreprises doivent pouvoir recourir au chômage partiel dans son format actuel. Leurs charges sociales et leurs impôts doivent être réduits, dès lors qu'elles maintiennent l'emploi ou qu'elles embauchent afin de poursuivre leur activité.

Mais pour les autres, les conditions doivent évoluer rapidement. Dès le mois de juin, les revenus liés au chômage partiel doivent être ramenés à un niveau comparable à celui de l'assurance-chômage, comme c'est le cas en Allemagne. Le plafond des rémunérations couvertes doit être abaissé à deux fois le smic et une partie du coût du dispositif doit être supportée par les entreprises, même si on peut imaginer qu'elles n'en seraient redevables que l'année prochaine, en 2021. Au-dessus d'une certaine taille, les entreprises devraient aussi s'engager à former les salariés placés au chômage partiel...

Il faut informer les personnes en chômage partiel qu'elles peuvent prendre temporairement un emploi dans une

autre entreprise, quel que soit son secteur, sans perdre leurs indemnités. Il faut également autoriser temporairement les demandeurs d'emploi à conserver une plus grande part de leur indemnité de chômage lorsqu'ils acceptent des contrats courts ou à temps partiel. »

BONUS

Lettre hebdomadaire du Centre Patronal (MEDEF suisse)

« Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation... Cette perception romantique est trompeuse, car le ralentissement de la vie sociale et économique est en réalité très pénible pour d'innombrables habitants qui n'ont aucune envie de subir plus longtemps cette expérience forcée de décroissance. La plupart des individus ressentent le besoin, mais aussi l'envie et la satisfaction, de travailler, de créer, de produire, d'échanger et de consommer. On peut le faire plus ou moins intelligemment, et on a le droit de tirer quelques leçons de la crise actuelle. Mais il est néanmoins indispensable que l'activité économique reprenne rapidement et pleinement ses droits. » ● **BERNARD MARX**

La bataille de la dette

Face aux causes de l'épidémie du Covid-19 et à ses conséquences économiques, Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise font de la question de la dette un enjeu politique majeur. Ils ne sont pas les seuls.

Des économistes et des responsables politiques d'horizon divers réclament, selon des modalités différentes, un allègement de la dette. La bataille de la dette qui devra être également de dimensions européenne et mondiale peut être rassembleuse et victorieuse.

En juin 2015, François Villeroy de Galhau – qui a quitté depuis peu la direction de la banque BNP-Paribas – n'est pas encore Gouverneur de la Banque de France. Il est une des figures des « Gracques », influent think tank du social-libéralisme. Alors que le gouvernement d'Alexis Tsipras se bat encore pour une annulation de la dette grecque, les Gracques, qui se prennent plutôt pour Brutus, publient une tribune dans le journal Les Échos, sobrement intitulée « Ne laissons pas M. Tsipras braquer l'Europe ! ». On sait ce qu'il est advenu.

« IL FAUDRA REMBOURSER CET ARGENT »

Cinq ans plus tard, face aux consé-

quences économiques de l'épidémie de Covid-19, le Gouverneur de la Banque de France a soutenu le plan de la Banque Centrale Européenne pour refinancer massivement les dettes des États de la zone euro et des banques. Mais il n'a pas changé. Il annonce clairement la couleur, le 19 avril, dans une interview au Journal du Dimanche : « La France va sortir de ce choc avec une dette publique accrue d'au moins 15 points de PIB, à 115%. Dans la durée, il faudra rembourser cet argent. Le retour de la croissance par notre travail y contribuera. Les précédents dans l'histoire peuvent aussi conduire à cantonner la dette liée au coronavirus, pour ne la rembourser que dans plus longtemps. Mais nous devons également, sans freiner la reprise à court terme, traiter ensuite ce qui était déjà notre problème avant la crise : pour le même modèle social que nos voisins européens, nous dépensons beaucoup plus. Donc il faudra viser une gestion

plus efficace, d'autant que les Français ne souhaitent pas payer plus d'impôts. L'Allemagne peut répondre massivement au choc actuel parce qu'elle a su diminuer sa dette quand cela allait mieux. »

Le ministre de comptes publics Gérard Darmanin a eu tôt fait de lui emboîter le pas. « La reprise économique va créer des recettes pour rembourser la dette, a-t-il affirmé le 21 avril. Et ce remboursement devra se faire sans taxer les plus riches : « Rrevenir en arrière ne fait pas aller de l'avant. On a besoin que ceux qui possèdent de l'argent puissent le mettre dans les entreprises. Il n'est pas raisonnable de rétablir l'ISF. » Le message est clair : on ne repassera pas par la case départ. Les cartes de la Caisse de communauté seront vite épuisées. L'argent magique est un pistolet à un coup. Ce sera « Rendez-vous directement sur la case Austérité ».

Les questions de la monnaie, de la doctrine de politique monétaire et de la dette s'annoncent donc, une fois de plus en temps de crise économique majeure, comme une bataille politique essentielle.

REPÈRES SUR TROIS POURQUOI ? ET COMMENT ?

1. Ceci n'est pas une crise conjoncturelle

Le capital financier dominant l'économie, les Banquiers centraux qui n'en sont pas indépendants et les diri-

geants politiques qui ne le sont pas non plus, s'accrochent, comme des berniques à leur rocher, à l'idée que la crise est grave mais pas tant que cela. Ils conçoivent la sortie de pandémie comme un retour au régime de croissance d'avant. Mais c'est se bercer d'illusions et surtout nous berner. Le récit économique qui sert de support à cette thèse est celui d'un recul très brutal de la production mais conjoncturel. Il serait suivi d'un rebond massif permettant un retour finalement assez rapide à la normale. Le besoin de déficits et d'endettements supplémentaires serait rapidement jugulable.

Certes, dit François Villeroy de Galhau, « la France devrait connaître en 2020 une chute du PIB d'au moins 8% et le choc économique est très sévère partout, y compris dans les pays moins touchés par la pandémie comme le Japon, le Canada ou l'Allemagne ». Mais, ajoute-t-il, « si nous gérons bien la suite, le choc peut rester temporaire. Il faut être prudent mais le FMI prévoit que la France pourrait retrouver l'an prochain une croissance forte à +4,5% ». Le pire serait sans doute que le Gouverneur croit lui-même à ce qu'il nous raconte. D'une part la crise économique est mondiale. Elle est particulièrement brutale et cruelle dans les pays émergents et les pays en développement, d'Afrique et d'Amérique latine. Dans les pays du Nord, en l'absence de médicaments efficaces et de vaccins, les mesures dites barrières devront

être appliquées durablement après un déconfinement qui sera lent et progressif. On n'est pas à l'abri d'une nouvelle vague de l'épidémie. Le FMI lui-même relativise beaucoup son hypothèse d'une reprise soutenue et durable de la croissance dès 2021. Il a produit trois autres scénarios plus sombres. L'OFCE nous dit que les revenus distribués en ce moment alors que la consommation forcément restreinte génère une augmentation massive de l'épargne des ménages (55 milliards en 8 semaines de confinement). Si l'intégralité de cette épargne était consommée, la perte annuelle d'activité serait alors de deux points de PIB au lieu de cinq points. Mais l'institut de conjoncture prend bien soin de préciser qu'il avance ces chiffres « pour donner un ordre de grandeur ».

En fait, cela a bien peu de chance d'arriver. Le chiffre global d'augmentation de l'épargne masque l'aggravation des inégalités. La reprise de l'offre et de la demande dans de nombreuses activités comme le tourisme, la restauration, les transports aériens, le cinéma et le spectacle vivant sera au mieux très progressive. Il serait bien hasardeux de prévoir une ruée sur l'achat de voitures et une reprise de l'investissement des entreprises. S'il y a de l'argent disponible il servira plutôt à racheter pour pas cher des entreprises en difficulté. Les crises produisent en règle générale des concentrations. On l'a vu dans le secteur bancaire et financier en 2008-

2009 épicerie de la crise de l'époque. Certes, analyse Olivier Passet, directeur de recherches de Xerfi, « la normalisation des niveaux de production dans nombre de secteurs va créer l'illusion d'un rebond. Mais derrière ce trompe l'œil, il y aura un emploi, un pouvoir d'achat et des niveaux de dette dégradés qui pèseront sur la dynamique de la croissance à moyen terme. Pour échapper à cette fatalité, conclut-il, il nous faudra quelque chose d'extraordinaire. Et cette chose extraordinaire ne peut être que l'annulation des « dettes Covid ». Alors ne tardons pas à le dire pour agir sur les anticipations, car plus on attend en la matière, plus on laisse jouer les effets récessifs de second tour, plus la note sera salée et moins cette mesure de la dernière chance sera efficace. » Bien entendu, les « dettes covid » qu'évoque Olivier Passet ne sont pas uniquement des dettes publiques. Loin de là. Les dettes et les reports de charges de nombreuses entreprises vont vite être insupportables. Mais si l'on ne veut pas que toute la mécanique du crédit ne s'enraye et se transforme en crise bancaire généralisée, ce sera à l'Etat de prendre en charge ces annulations indispensables. C'est du reste ce qui est largement prévu avec les 300 milliards de garanties publiques accordées pour maintenir à flot le crédit bancaire pendant la pandémie. Assez vite c'est donc la question de la dette publique qui se trouvera posée. Ajoutons que le déficit du

budget n'est pas seul en cause. Celui de la Sécurité Sociale va se chiffrer par dizaines de milliards. Il faudra bien acter une prise en charge par les finances publiques. A moins de recommencer la comédie tragique d'une « conférence de financement du retour à l'équilibre » convoquée à la levée du confinement, comme elle l'avait été à la vieille de celui-ci.

2. Un allègement de la dette est indispensable pour les pays en développement, notamment d'Afrique

L'organisation des Nations Unis sur le commerce et le développement, la CNUCED, a alerté dès la fin du mois de mars : la pandémie de Covid est en train d'engendrer des « dommages économiques sans précédent » pour les deux tiers de la population mondiale vivant dans les pays en développement. L'organisation plaidait, dès ce moment, pour la mise en place d'un programme de soutien d'un montant de 2500 milliards de dollars. Le FMI et la Banque Mondiale ont pris des initiatives. Mais on est encore très loin du compte. Pour leur part, les ministres des finances du G20 et les dirigeants des principales Banques centrales du monde ont décidé, le 15 avril, de suspendre, jusqu'au 1er avril 2021, le service de la dette des 76 pays les plus pauvres du monde dont 40 africains. Ce n'est même pas une suppression des échéances, juste un report. Selon les dirigeants français qui se sont volontiers montrés à l'initia-

tive de la décision, celle-ci libérera 14 milliards de dollars au profit des pays concernés. C'est un pas. Mais très insuffisant pour y endiguer la déferlante de la crise sanitaire, économique et sociale. Il n'est même pas acquis qu'elle arrive à empêcher une vague de défauts sur les dettes souveraines. Alors que les créanciers privés sont devenus les principaux bailleurs de fonds de ces Etats, rien n'est acquis en ce qui concerne leur participation à ce moratoire.

Comme l'expliquent l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown et l'ancien conseiller de Bill Clinton, Lawrence Summers : « Il serait inadmissible que tous les fonds débloqués par nos institutions multilatérales pour aider les pays les plus défavorisés ne soient pas utilisés aux fins de la santé et de la lutte contre la pauvreté, et qu'ils finissent dans les poches de créanciers privés, notamment de ceux qui, à l'instar de grandes banques américaines, continuent de verser des dividendes en période de crise ».

En fait, la mécanique à l'œuvre est doublement perverse. Elle ne profite pas seulement aux créanciers privés. Les pays riches et notamment les Etats Unis bien installés sur le privilège du dollar sont en mesure de lever des fonds énormes à des taux défiant toute concurrence. Mais comme le soulignent d'autres économistes universitaires de différents pays « ces fonds proviennent en partie des pays émergents en quête

de sécurité, et d'investisseurs américains qui liquident leurs avoirs étrangers. En d'autres termes, une partie du financement dont dépendent les États-Unis et d'autres économies avancées provient d'économies émergentes qui ont pourtant des besoins financiers beaucoup plus pressants ».

Au reste, il ne s'agit pas seulement de s'inquiéter de cette situation par esprit de solidarité et par philanthropie, mais parce que le monde est un. Il serait totalement illusoire de prétendre que les pays développés pourraient être à l'abri des conséquences de la catastrophe qui menace les pays en développement, notamment les pays d'Afrique.

En réalité, il y aurait deux grandes initiatives financières à prendre. La CNUCED les a mises sur la table dès la fin mars. Elles sont reprises par de nombreux économistes d'horizons divers, parfois même de courants assez orthodoxes. D'une part des financements massifs par le FMI grâce à la réaffectation des droits de tirage spéciaux existants et par l'émission de nouveaux droits de tirages spéciaux. D'autre part, arrêt immédiat des paiements de la dette souveraine qui devrait être suivi d'une négociation pour un allègement significatif de la dette. La CNUCED propose ainsi l'annulation de 1000 milliards de dollars cette année sous la supervision d'un organisme créé de manière indépendante.

3. Sortir de la crise liée à l'épidémie et en même temps changer de modèle économique

Le scénario de 2008-2010 ne doit pas se répéter. Les Etats et les Banques centrales ont sauvé les banques. Ils ont financé une reprise de la croissance comme avant, c'est-à-dire dominée par le capitalisme financiarisé avec son cortège de marchandisation sans limite, de dégradation des services publics, de poursuite du réchauffement climatique et de dégradation de la biodiversité.

Déjà Bruno Le Maire aligne les milliards à Air France, à Renault, à la FNAC-Darty sans contreparties selon la même règle de socialisation des pertes et de privatisations de gains. Déjà le MEDEF, l'Association française des entreprises privées (AFEP) qui regroupe les 113 premiers groupes actifs en France, le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) ou l'Association internationale du transport aérien (IATA) présidée par l'ancien PDG d'Air France, multiplient les pressions sur le gouvernement et sur Bruxelles pour réduire les normes environnementales et climatiques.

C'est tout le contraire qui est nécessaire. Une reprise de l'économie qui prenne franchement le cap de l'écologie politique et d'un autre régime de développement. Les investissements publics doivent servir à cela et non à revenir au « business as usual ». Et ils devront être massifs. Mais comment

faire si déjà l'argent public a été massivement mobilisé et doit continuer de l'être, comme il se doit, pour soutenir les revenus et éviter les faillites en chaîne des PME et de plus grandes entreprises.

Cela passe certainement par l'impôt sur le patrimoine et les hauts revenus. Mais cela ne suffira pas. Il faut aussi un allègement de la dette publique existante. Cela ne peut pas se résoudre seulement au niveau national. La question est sans doute vitale pour l'avenir de l'Union européenne.

L'économiste atterré Henri Sterdyniak n'est pas d'accord. Certes, admet-il, « la crise sanitaire risque paradoxalement de retarder la mise en place d'une grande politique écologique, la technocratie pouvant arguer des déséquilibres des finances publiques pour annuler les investissements écologiques et les grandes entreprises de la difficulté de la reprise pour échapper à la mise en place de taxes et de normes écologiques ». Mais, selon lui, les réponses comme l'annulation de la dette, la planche à billets ou la monétisation relèvent des solutions magiques. Afin de financer les investissements publics et la transition écologique Henri Sterdyniak préconise à la place le développement d'un système financier public offrant aux ménages des placements sans risque mais protégés de l'inflation et une obligation imposée aux banques de consacrer une partie de leurs dépôts à de tels emplois. Et pourquoi pas

fromage et dessert ? De nombreuses expériences historiques, à commencer par l'effacement en 1953 de plus de la moitié de la dette allemande contractée avant et après-guerre attestent que cela peut faire partie des solutions.

Henri Sterdyniak argumente également que la France peut se financer, sans limites, à des taux extrêmement faibles, négatifs même souvent, tout comme l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, « de sorte qu'il n'est pas pertinent actuellement de réclamer que la banque centrale finance directement les Etats ». Par contre admet-il, des menaces des marchés financiers renchérissant la dette pèsent sur l'Europe du Sud et notamment l'Italie. Mais pourquoi alors ne serait-il pas pertinent de réclamer que la Banque centrale c'est-à-dire la BCE finance directement les Etats du Sud ? Et La France restera-t-elle du bon côté de la force si les Etats Unis ou le Royaume Uni multiplie les dispositifs d'attraction des capitaux ? Chacun peut constater que les plans de soutien de sauvetage de l'économie sont dans la zone euro peu ou prou alignés sur ces différences. L'Allemagne a mis sur la table un plan de soutien public totalisant potentiellement près de 28% du PIB de 2019. 10 points de plus que le plan français. Et encore plus que ceux de l'Italie ou l'Espagne. Elle peut espérer s'en sortir mieux et plus dominante. Effectivement, juge Romaric Godin, « comme souvent pour l'Allemagne, le risque principal

est que si cette récession de 2020 se révèle in fine moins forte qu'ailleurs, cela la conforte dans ses choix économiques désastreux pour l'ensemble de l'Europe ».

Bien entendu un allègement de la dette ne saurait suffire. Dans l'affrontement actuel autour du plan de relance européen on voit bien que ce qui fait le plus problème, ce n'est pas tant la création d'obligations européennes, que le fait qu'elles puissent servir non pas à des prêts qui augmenteraient la dette des Etats emprunteurs mais à des aides et des subventions qui leur seraient accordées directement. Il faut un changement de la doctrine monétaire et de la gouvernance de la Banque centrale européenne pour la mettre en capacité de financer directement les investissements publics des Etats européens et financer les banques publiques de développement dont le rôle devrait être systématiquement développé. La réponse doit être fondée sur une coopération explicite entre politique monétaire et politiques budgétaires.

Mais un allègement de la dette reste indispensable pour diminuer la pression des capitaux financiers.

Les économistes Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau préconisent une annulation partielle des dettes publiques détenues par la BCE, conditionnée par un investissement des mêmes montants dans des investissements publics de transition écologique. Jean-Luc Mélenchon préconise quant à lui la

transformation d'une partie de la dette en emprunt perpétuel, ce qui allège la charge de la dette puisque le capital emprunté n'est plus à rembourser. Mais il n'est pas le seul. L'économiste Daniel Cohen et le banquier mutualiste Nicolas Théry – réputés moins collectivistes – affirment eux aussi qu'il faut « financer la crise que nous traversons et les investissements climatiques avec une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire avec une dette perpétuelle – et rémunérée à un taux aussi bas que le permet la situation actuelle ». Et le gouvernement espagnol a mis sur la table du Conseil européen une proposition d'émission de dette perpétuelle pour financer un plan européen de relance de 1500 milliards d'euros.

Ce n'est qu'un début,
continuons le combat !

● **BERNARD MARX**

14 juillet d'Emmanuel Macron : les passions somnifères d'une fin de règne

Pour pallier l'absence du défilé militaire, le président de la République a renoué avec une autre tradition en ce jour de fête nationale : l'interview télévisée.

Analyse critique d'un exercice raté.

Ce 14 juillet devait être celui de la réconciliation, du grand changement qu'Emmanuel Macron avait promis aux Français. Enfin, ça, c'était ses mots. Auxquels ont été heureux de croire ceux qui avaient déjà cru à ceux de Nicolas Sarkozy en 2008. Les autres, l'immense majorité des autres, n'attendaient plus rien d'un président pour qui, dans la juste continuité de ses prédécesseurs, les mots et les récits n'ont plus de sens et entrent en systématique contradiction avec les actes et les décisions.

Pourtant, une fois encore, on avait convoqué pour cette fête nationale, tous les avatars de ce qui fait la grande France dans les esprits étroits pour lesquels cela rime avec soldats et armée. Flanqué de slogans jusqu'à la lie,

le non-défilé du 14 juillet 2020 avait presque les allures démagogiques d'une Union soviétique au fait de ses certitudes. A cela, plus pour capitaliser sur l'émotion suscitée par la crise du Covid-19 que pour affirmer qu'ils sont véritablement au centre de notre société, on a placé quelques soignants en blouse blanche au milieu des treillis – au garde-à-vous, comme pour renforcer le contraste avec les images qui nous ont abreuvés toute l'année passée de soignants en lutte pour la survie de leur outil de travail, en grève ou dans la rue.

AUTOFLAGELLATION ET AUTOSATISFACTION

« Emotion et fierté », commence par nous rappeler Emmanuel Macron, comme si quelqu'un avait encore envie

de connaître la saveur de ses états d'âme. Emotion et fierté mais tout de même, ses communicants avaient du lui recommander de ne pas éviter de répondre aux questions sur son impopularité et sur la virulence, voire la violence, des réactions qu'il suscite dans la population. Nous avons donc eu droit à un magnifique épisode d'autoflagellation, matinée d'autosatisfaction. En bref, les Français comprennent mal le Macron alors qu'il est pourtant dans le juste. Pour ses thuriféraires, c'est une habile façon de reconnaître qu'il est dans une impasse politique tout en justifiant qu'il gardera le même cap.

Mais Emmanuel Macron l'a lui-même confessé : il ne croit plus au politique car ce qu'il prône, c'est un « dépassement politique ». Plus fort que le ni gauche ni droite (son fond de commerce depuis plus de trois ans), on arrive maintenant au stade final de la décomposition idéologique du politique : le plus de politique du tout. Tout s'imposerait de soi-même puisque les choses sont comme elles sont. Dès lors, impossible de juger l'action d'Emmanuel Macron bonne ou mauvaise à l'aune d'une quelconque colonne vertébrale idéologique : il fait simplement ce qu'il peut – et il n'y a que les efforts qu'il déploie que nous serions en mesure de juger. L'horizon de nos sociétés n'est plus un rêve mais une simple variation technique du présent. Mais, à trop être obnubilé par un devenir advenu avant même qu'il ait été politiquement débattu, on en vient

à confondre le conditionnel et le futur, comme en témoigne assez magistralement ce tweet, publié à 13h55 en ce 14 juillet : « j'ai fait ce que j'avais dit que je ferai » (sic – et je ne suis même pas lacanien).

L'UNITÉ, MAIS PAS À TOUT PRIX

Nier le politique dans sa dimension conflictuelle (c'est-à-dire le nier tout court), c'est aussi devoir affirmer l'absolu des unités du présent – sinon, comment justifier que la barque que l'on cherche politiquement et collectivement à mener n'aille nulle part ? C'est la réponse dite pragmatique aux questions dites du quotidien qui seraient les seules à animer les esprits des Français. Seulement, Emmanuel Macron en a aussi défini les limites : le « discours radical » et les femmes en semblent exclus. La République ne saurait en effet souffrir de ces fractures : c'est pourquoi il semble évident pour Emmanuel Macron, tout en les « respectant », de balayer d'un revers de la main, les revendications politiques de ceux qui prônent la rupture avec l'existant, en toute matière, qu'elle soit économique, sociale ou sociétale. Habile (ou non) argumentaire discursif pour avaliser les politiques d'austérité ou pour promouvoir un ministre accusé de viol.

Seulement, le réel rattrape souvent au galop les inepties logorrhéiques du président. Et, malgré « le charme de la France », la population qui souffre

doit appeler un minimum de réactions politiques. Un minimum... A la crise du Covid, on en appelle ainsi aux tests qu'on aurait en nombre suffisant sans que, soi-disant, la demande ne suive – alors même que l'on pourrait penser que c'est au politique, précisément et en l'espèce, de créer la demande. A la crise économique qui nous pend au nez dans des proportions inégalées quand elle n'est pas déjà l'un des paramètres centraux pour la vie de beaucoup de Français, on annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros, tout en renvoyant vers le Premier ministre l'impossible tâche d'en déterminer les détails.

FIN DE RÈGNE

S'il ne s'agit pas tant de faire des comptes d'apothicaire afin de déterminer ce qu'Emmanuel Macron a détruit lors des trois premières années de son mandat (même s'il y a à faire en la matière), il faut regarder les choses en face : il reste deux ans au président-déjà candidat à sa réélection pour ne rien faire sans accroître la détestation dont il est l'objet. Le bloc bourgeois, solide socle électoral sur lequel il s'appuie aujourd'hui – et qui, pour l'instant, lui suffit pour prétendre à une seconde victoire en 2022 –, ne le soutiendra pas indéfectiblement s'il montre trop peu de considération pour tout ce qui lui est étranger. D'autant que l'abstention très importante aux élections cache mal un accroissement de la politisation de

pans entiers de la population, des gilets jaunes aux marcheurs pour le climat en passant par les féministes et les racisés. Les alternatives se construisent et en sont peut-être au stade du beau brouillon mais leur mise en place efficace et efficiente n'est peut-être plus qu'une question de mois.

● PABLO PILLAUD-VIVIEN



**AU FAIT,
IL Y A EU DES
MUNICIPALES ?**

Élections : retour sur le communisme municipal

Où en est l'univers communal du PCF ? Tout dépend du critère que l'on retient pour le mesurer. Roger Martelli décortique les résultats des élections municipales pour vous.

Le bilan comptable exact des élections municipales relève de la quadrature du cercle. Les étiquettes officielles des listes sont absentes (pour les communes de plus de 3500 habitants) et les nuances politiques des candidats sont incertaines, une très nette majorité se classant prudemment sous l'étiquettes de « divers », « divers droite » ou « divers gauche ». Il est donc difficile, à partir de là, d'attribuer des étiquettes politiques sûres. Les statistiques municipales doivent donc être tenues pour approximatives. Comme pour les sondages, ce qui compte est moins la photographie que l'évolution du phénomène en longue durée.

LA SITUATION DU PCF

Numériquement, le bilan communiste est simple : le PC a perdu une petite quarantaine de villes de plus de 1000 habitants et gagné ou regagné entre 25 et 30 communes nouvelles au moins. En 2014,

le PC pouvait comptabiliser 283 communes à son actif ; en 2019, si l'on tient compte des incertitudes inévitables d'étiquettes, dans un sens ou dans l'autre, ce nombre oscille entre 256 et 270. Vu sous cet angle, le recul est donc relativement modeste, moins important qu'à l'occasion d'autres élections (5 à 10% de l'effectif initial). En 2014, par exemple, il avait perdu plus d'un quart de ses municipalités dans cette tranche de communes. Le recul est toutefois un peu plus conséquent si l'on prend pour référence, non pas le nombre de communes mais la population administrée. Les villes perdues se situent autour d'un total de 700.000 habitants, les villes gagnées sont au-dessus de 340.000 habitants, soit un écart de 360.000 (plus de 13% du total initial). Ce n'est pas la première fois que le phénomène se produit pour le PC : entre 1977 et 1983, les communistes avaient augmenté légèrement le nombre des

La répartition des villes PCF par taille depuis 1977								
Par taille de communes	1977		1983		1989		1995	
	Nombre	Population administrée (en milliers)	Nombre	Population administrée (en milliers)	Nombre	Population administrée (en milliers)	Nombre	Population administrée (en milliers)
Plus de 50 000 habitants	32	2 865	24	1 938	17	1 396	16	1 253
Plus de 30 000 habitants	72	4 382	57	3 223	48	2 628	42	2 263
Plus de 10 000 habitants	204	6 608	165	4 992	122	3 821	105	3 285
Plus de 1 000 habitants	720	8 350	655	6 684	511	5 179	429	4 440
Moins de 1 000 habitants	743	290	804	294	611	223	444	171
Total	1 463	8 640	1 459	6 978	1 122	5 402	873	4 611

Par taille de communes	2001		2008		2014		2020	
	Nombre	Population administrée (en milliers)	Nombre	Population administrée (en milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)
Plus de 50 000 habitants	12	854	11	776	10	810	9	642
Plus de 30 000 habitants	30	1 559	28	1 462	22	1 278	18	1 010
Plus de 10 000 habitants	82	2 347	85	2 359	63	1 945	50	1 525
Plus de 1 000 habitants	390	3 404	394	3 456	285	2 705	256-270[2]	2 325
Moins de 1 000 habitants	396	160	357	149				
Total	786	3 564	751	3 605	540- 700[1]			

[1] L'absence de données fiables pour les communes de moins de 1 000 habitants ne permet pas de donner la totalisation qui était possible pour les consultations précédentes. Le chiffre de 540 représente seulement un plancher ; officiellement, le PCF avance le chiffre vraisemblable de 700.

[2] Estimation provisoire

Les conseillers municipaux communistes	
Ministère de l'Intérieur	
1945	36 517
1947	30 503
1953	24 736
1959	20 454
1965	16 254
Données du PCF	
1964	20 470
Nombre d'élus communistes et républicains	
1964	21 696
1966	19 567
1977	28 000
1983	27 000
1989	22 000
1997	14 681
2001]	12 230
2003	11 600
2008 [1]	6 849/9 483
2013 (2)	7 000
[1] Le premier chiffre est celui des élus recensés par l'ANECR nationalement ; le second provient de la totalisation des effectifs annoncés par les associations départementales, les ADECR.	
[2] Conseil national des 25-26 mai 2013, rapport de Pascal Salvoldelli.	

communes qu'ils géraient, mais le total administré avait reculé de plus d'un million et demi. En 2020, le PCF résiste globalement, mais s'affaiblit dans la tranche des plus de 10.000 habitants. Au total, les villes administrées par un maire communiste ou apparenté ne regroupent plus que 2,3 millions d'habitants contre plus de 8,5 millions en 1977.

Deux autres phénomènes inquiétants peuvent être signalés. D'une part, le délitement de la « banlieue rouge » se poursuit, malgré quelques reconquêtes (Villejuif, Bobigny, Corbeil, Noisy-le-Sec). La Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne comptaient 44 municipalités communistes en 1977 et 13 en 2020 ; l'Île-de-France comptait 39 villes à direction communiste en 2014 et 32 aujourd'hui (contre 147 en 1977). C'est le noyau historique qui est désormais atteint : Saint-Denis, Aubervilliers, Villetaneuse, Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Bezons et Saint-Pierre-des-Corps étaient déjà socialistes au moment où naissait le PCF.

La direction du PCF fait remarquer avec raison que la perte de municipalités n'annule pas le fait que le parti devrait disposer de plus de conseillers municipaux, à l'issue d'une élection où la gauche rassemblée s'est imposée dans de nombreuses communes, notamment dans les grandes métropoles. Le PCF devrait donc avoir plus d'élus qu'en 2014. Mais il avait énormément perdu cette année-là, à cause de son recul dans son propre espace et surtout à cause de la débâcle

enregistrée par le PS, en pleine dégringolade du quinquennat Hollande. En 2013, avant donc la chute sensible de 2014, celui qui était alors le responsable du secteur « Élections » du PC, Pascal Salvoldelli annonçait le chiffre de 7000 élus sur les 520.000 conseillers municipaux installés en France métropolitaine (1,3%). Seront-ils au moins autant en 2020, ce qui supposerait que le PC se retrouve à son niveau de 2008 ? Il faudra attendre le prochain bilan global pour le savoir...

Y A-T-IL ENCORE « COMMUNISME MUNICIPAL » ?

À l'occasion de ces élections, le PCF a montré une fois de plus qu'il est une force territorialement implantée, qui se maintient alors même que son influence électorale nationale est réduite à la portion congrue. Mais les remarques précédentes ne doivent pas faire oublier que l'érosion des zones de force, engagée depuis 1983, n'est pas stoppée quand bien même elle serait moins forte qu'à d'autres périodes.

Entre 1936 et 1945, le Parti communiste était passé électoralement d'un archipel électoral (quelques zones de force au milieu de déserts électoraux) à un continent. Depuis 1981, il est retourné à la situation de l'archipel. Le tableau de la répartition départementale des villes administrées en témoigne amplement.

Le « communisme municipal » se présentait à la fois comme un type de gestion populaire, parfois un « laboratoire de la

L'évolution des groupes sociaux dans les municipalités communistes depuis 1968									
	Ouvriers			Employés et ouvriers			Cadres et prof. Intermédiaires		
	1968	1982	2015	1968	1982	2015	1968	1982	2015
Villes PCF en 1977	43,9	36,5	23,4	67,1	64,7	54,7	21,8	27,3	39,7
Villes PCF en 2019	48,6	39,3	24,5	70,1	67,2	57,0	19,3	25,3	37,5
France métropolitaine	37,4	32,3	21,4	58,1	57,4	49,3	20,6	28,7	43,3

modernité », et une sociabilité particulière où l'impact de la galaxie communiste s'entremêlait avec une sociabilité à la fois populaire et républicaine. Ce « patriotisme à base de clocher » évoqué par l'historienne Annie Fourcaut était soigneusement contrôlé par le PC, sa Commission municipale centrale et ses réseaux d'élus, l'Union des municipalités communistes (1945), l'Amicale nationale des Élus Républicains (1949), la Fédération nationale des élus républicains (1963) et l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR, 1977).

Même clairsemé, le « trésor » municipal du PCF constitue toujours pour lui un substrat non négligeable, qui compense partiellement la perte de l'ancrage syndical et associatif et reste le lien le plus direct des communistes avec la réalité française contemporaine. Mais la cohérence matérielle et symbolique qui caractérisait cet espace s'est érodée, en même temps que les marges d'hégémonie locale du PCF.

Les municipalités communistes ne sont plus des villes ouvrières. La part des ouvriers y est certes un peu plus importante en moyenne que dans l'ensemble de la France métropolitaine, mais l'écart s'est

resserré avec les autres communes. En sens inverse, la part des cadres et professions intermédiaires a sensiblement augmenté depuis 1968. La ville communiste reste majoritairement une ville populaire, mais ne se distingue plus avec la même force de la moyenne métropolitaine révélée par les statistiques.

Pendant l'essentiel du XX^{ème} siècle, le communisme français a cultivé la fierté et le désenclavement de territoires autrefois relégués. Or la crise urbaine a défait, à partir des années 1970, une grande part de l'œuvre entreprise. De plus, alors que la ville est de plus en plus le territoire par excellence de la valorisation économique, les municipalités communistes se voient frappées de plein fouet par le transfert des compétences et le retrait général de la sphère publique. Dès lors, l'originalité d'une gestion franchement sociale et culturellement typée s'est estompée.

Les transformations au sein du « peuple », la spirale des inégalités et des discriminations, la diversification des cultures sociales et des attentes individuelles, la complexité des gestions territoriales ont défait la texture du « communisme municipal ». Il est d'ores et déjà un héritage, plus qu'une réalité. Comme pour toute pratique sociale et politique, mieux vaut

AU FAIT, IL Y A EU DES MUNICIPALES ?

Répartition départementale des maires communistes ou apparentés

Département	Nombre de communes PCF de + de 1000 habitants		
	1977	2014	2020
AIN	4		
AISNE	13	1	2-3
ALLIER	13	6	5-6
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	4	2	3
HAUTES-ALPES	3		
ALPES-MARITIMES	9	1	1
ARDECHE	4	2	2
ARDENNES	3	2	1-2
ARIEGE	2		
AUBE	1		
AUDE	5	2	2
AVEYRON	3		
BOUCHES-DU-RHONE	23	11	9
CALVADOS	6	2	3
CANTAL		1	1
CHARENTE	3	1	2
CHARENTE-MARITIME	2	1	1
CHER	12	2	2
CORREZE	4		
COTE-D'OR	1		
COTES-D'ARMOR	17		
CREUSE	4	1	2
DORDOGNE	10	8	8
DOUBS	3		
DROME	2		
EURE	7	4	3-4
EURE-ET-LOIR	3	1	1
FINISTERE	10		
GARD	17	13	11-12
HAUTE-GARONNE	3	3	4-5
GERS		2	1
GIRONDE	4	3	2
HERAULT	21	5	4-5
ILLE-ET-VILAINE		3	1
INDRE	1		
INDRE-ET-LOIRE	1		
ISERE	22	8	0-1
JURA	2	1	7
LANDES	2	2	1
LOIR-ET-CHER	7		
LOIRE	7	3	2
HAUTE-LOIRE	2	1	3
LOIRE-ATLANTIQUE	3		
LOIRET	5	3	1

LOT	4	1	3
LOT-ET-GARONNE	1		
LOZERE		1	1
MAINE-ET-LOIRE	1		
MANCHE		1	1
MARNE	7	1	1
HAUTE-MARNE	3	1	1
MEURTHE-ET-MOSELLE	23	18	15-16
MEUSE	2	1	1
MORBIHAN	3	1	1
MOSELLE	11	6	6
NIEVRE	5		2
NORD	73	28	22
OISE	17	11	11-12
PAS-DE-CALAIS	40	18	18
PUY-DE-DOME	3	4	3
PYRENEES-ATLANTIQUES	2		
HAUTES-PYRENEES	4	5	5
PYRENEES-ORIENTALES	7	4	5
HAUT-RHIN	1		
RHONE	5	2	2
HAUTE-SAONE	1		
SAONE-ET-LOIRE	11	1	1
SARTHE	4	4	4
SAVOIE	2	2	2
HAUTE-SAVOIE	2		
SEINE-MARITIME	21	12	13
SEINE-ET-MARNE	17	6	5
YVELINES	19	2	2
DEUX-SEVRES		1	1
SOMME	17	6	5
TARN	3	2	2
VAR	9	3	2-3
VAUCLUSE	11	1	1
Vienne	4		
HAUTE-VIENNE	10	1	1
VOSGES	4	7	7
YONNE	4	1	1
TERRITOIRE-DE-BELFORT	1		
ESSONNE	26	5	5
HAUTS-DE-SEINE	10	4	4
SEINE-SAINT-DENIS	27	6	6
VAL-DE-MARNE	17	10	7
VAL-D'OISE	18	4	3
CORSE DU SUD	1		
HAUTE-CORSE	1		
Total	720	276	256-270

se dire que sa relance ne sera pas un « retour à... ». Ce qui est désormais en jeu est une forme nouvelle de gestion communale, populaire, ambitieuse et concrète, capable de rompre le cycle du désengagement civique et de penser un nouvel âge de l'urbain.

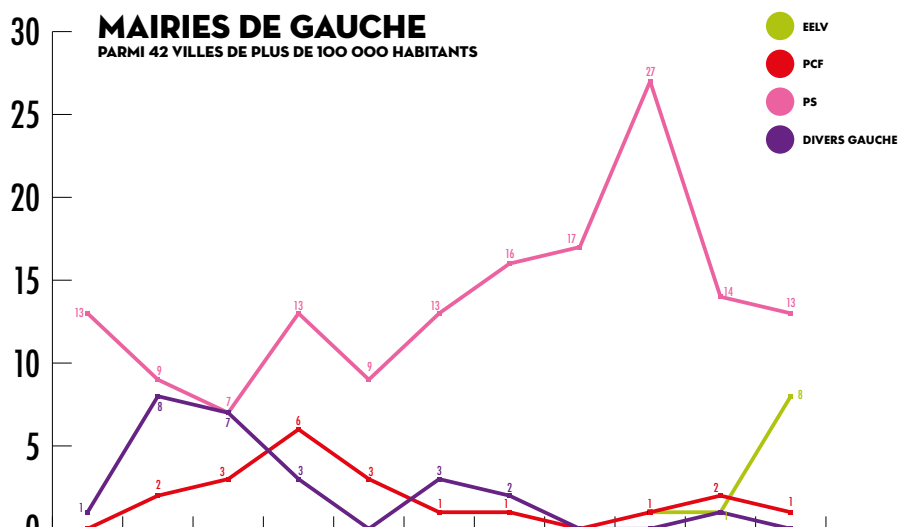
Incontestablement, ce n'est pas le problème des seuls communistes...

● **ROGER MARTELLI**

Municipales : comment ça se passe à gauche ?

Dans quel état se trouve la gauche après ces élections si particulières ? Quels rapports de force interne, quel rapport de force gauche-droite ? Emmanuel Macron a-t-il pris une claque « excessive » ? On a décortiqué pour vous les résultats des municipales.

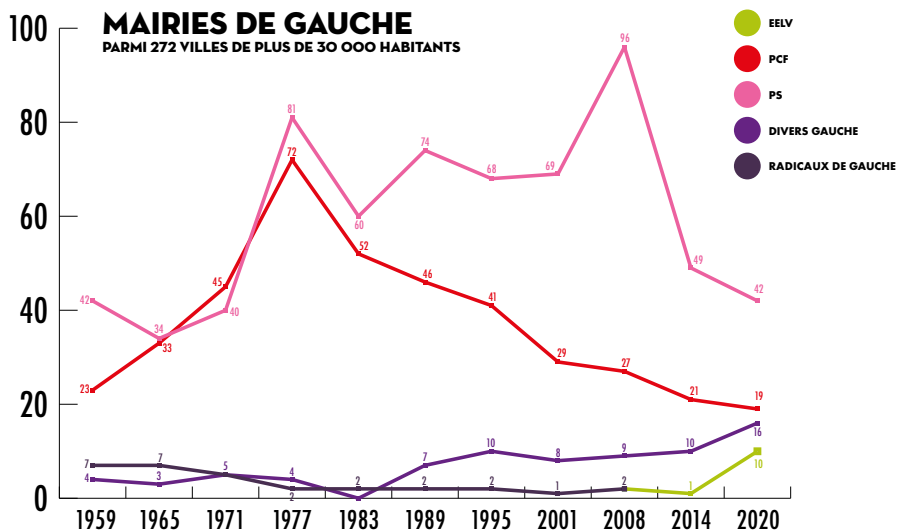
les villes de plus de 100.000 habitants



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MUNICIPALITÉS DE GAUCHE

L'échelon national n'est pas nécessairement le meilleur pour analyser des élections municipales. Comme l'a bien dit Emmanuel Macron : « Il ne s'agit pas dans la vie de la Nation de tirer des conséquences excessives de scrutins qui sont d'abord des scrutins locaux. » Cette phrase est d'autant plus vraie que LREM a pris une claque phénoménale, confirmant son inexistence politique en dehors de l'Élysée. Ici, nulle conséquence excessive ne sera tirée. Apprécions simplement l'évolution du nombre de maires de gauche. Pour ce faire, nous avons pris deux cadres :

les villes de plus de 30.000 habitants



La « vague verte » semble un chouilla relative vue d'ici. D'autant plus que ces deux graphiques ne mettent pas en scène les municipalités de droite... Mais il est vrai que pour EELV, le moment est historique : jamais ils n'ont eu autant de villes à gérer, encore moins de l'importance de Bordeaux, Strasbourg ou Marseille. Roger Martelli l'analyse de la sorte : « La performance des Verts [...] n'annule pas une fragilité confirmée à l'échelle de l'ensemble du tissu communal. Mais, dans un contexte de désengagement civique massif, les écologistes ont confirmé électoralement, seul ou en alliance à gauche, la capacité de mobilisation des exigences écologistes, manifestées massivement dans l'opinion et dans la rue. »

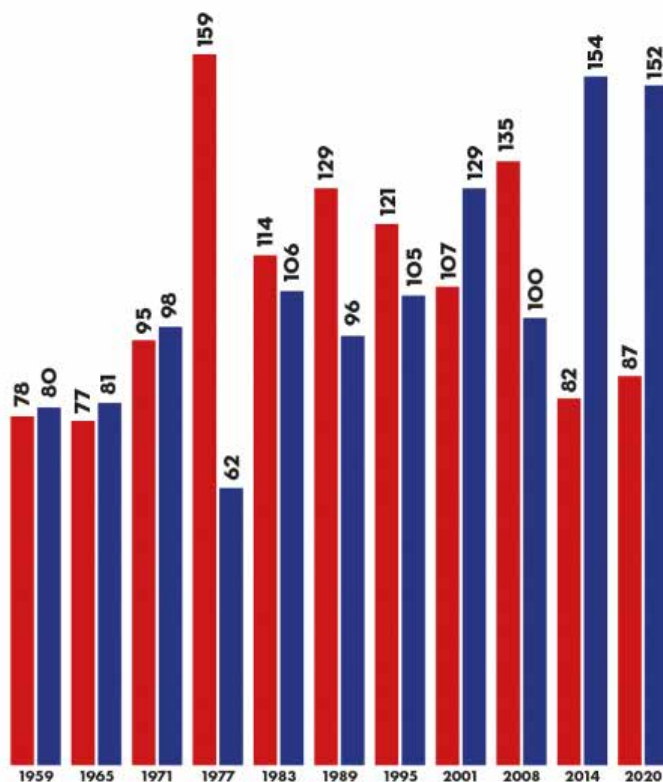
ÉVOLUTION DU RAPPORT DE FORCE GAUCHE-DROITE

D'aucuns estiment qu'il n'est plus, mais force est de constater qu'aux élections municipales, le clivage gauche-droite est toujours un indicateur éloquent. De même que pour les municipalités de gauche, nous avons pris pour référence les villes de plus de 30.000 habitants et celles de plus de 100.000 habitants.

Ici, force est de constater que la balance penche encore sur son côté droit, mais plus l'étau se resserre autour des grandes villes, plus la gauche y gagne. Comme l'écrit Roger Martelli : « Les villes de plus de 100.000 habitants (un total de près de 10 millions d'habitants) montrent un écart de voix entre la gauche et la droite moins important qu'ailleurs. Au second tour, la droite a au total moins de trois points d'avance. La résistance des socialistes, les excellents résultats des Verts et la déconfiture de LREM expliquent cette situation exceptionnelle. Mais le total des droites reste majoritaire dans toutes les tranches de population, largement à Marseille, plus étroitement à Paris. » ● **LOÏC LE CLERC**

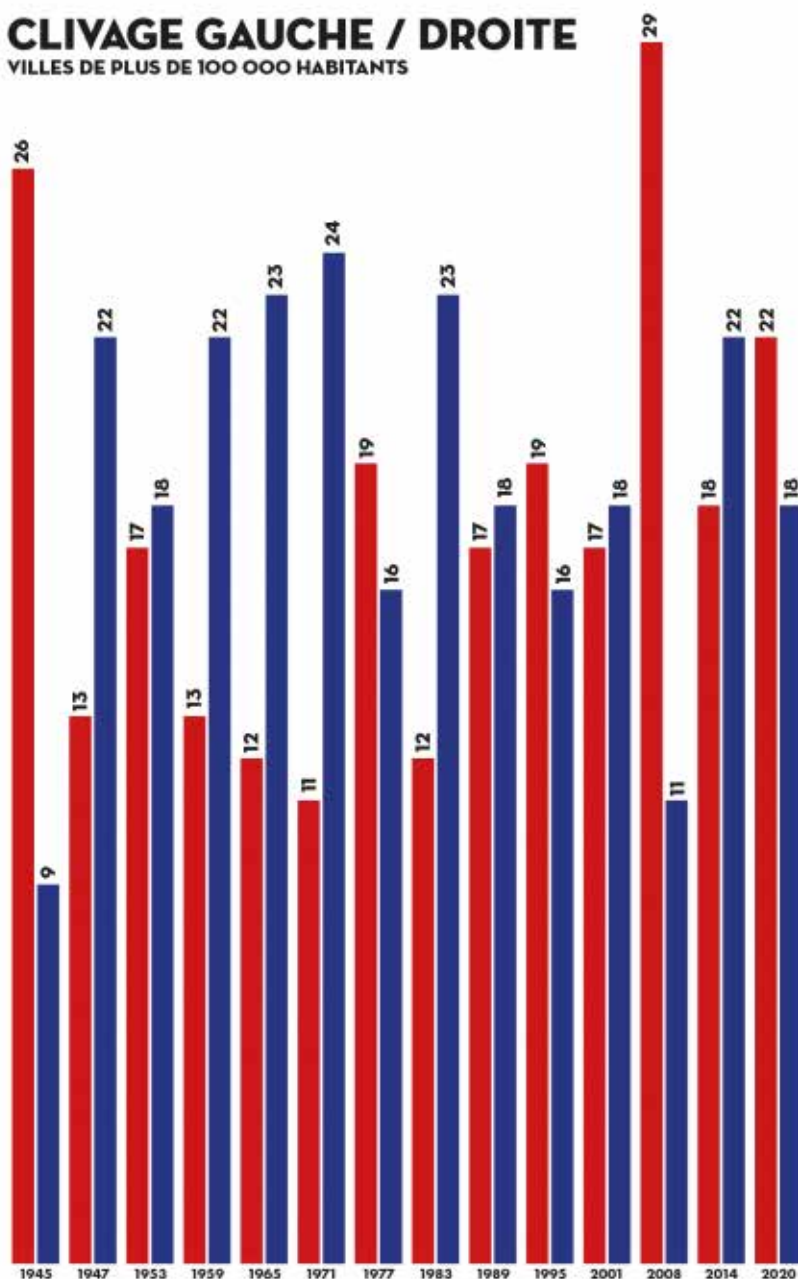
CLIVAGE GAUCHE / DROITE

VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS



CLIVAGE GAUCHE / DROITE

VILLES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS



Municipales : un scrutin à plusieurs faces

Que retenir de ce scrutin marqué par le Covid-19 et une abstention record ? De la performance des écologistes à la déconfiture de LREM, Roger Martelli analyse ce second tour.

Rarement une élection aura montré autant de facettes sur deux tours. La seule certitude est l'ampleur inédite de l'abstention : 58% au premier tour et 59% au second. Au-delà, les images diffèrent, selon le tour et selon le type de communes.

UN TOUR NE CHASSE PAS L'AUTRE

Le premier tour avait été sans appel. Dans les communes de plus de 10.000 habitants, la gauche avait fait élire 139 maires sortants (31%) et la droite 299 (68%). Au soir du second tour, dans 245 villes de plus de 30.000 habitants, la droite l'emporte dans 167 cas (68%), la gauche dans 94 cas (38%) dont 10 pour les Verts.

Comme au premier tour, la distribution des votes n'est pas la même dans les grandes villes et les autres.

Les villes de plus de 100.000 habitants

(un total de près de 10 millions d'habitants) montrent un écart de voix entre la gauche et la droite moins important qu'ailleurs. Au second tour, la droite a au total moins de trois points d'avance. La résistance des socialistes, les excellents résultats des Verts et la déconfiture de LREM expliquent cette situation exceptionnelle. Mais le total des droites reste majoritaire dans toutes les tranches de population, largement à Marseille, plus étroitement à Paris. Seule la gestion politique de Gérard Collomb est parvenue à la mettre rudement au tapis à Lyon.

LES VERTS RIENT, LREM PLEURE, LE PC FAIT LA GRIMACE

LREM a enregistré sans surprise le désastre qui était annoncé avant le scrutin et que le premier tour avait esquissé dès le mois de mars. Le parti du Président a

Le vote dans les grandes villes						
	Premier tour		Second tour			
Nuance de listes	Plus de 100.000 hab	Plus de 1000 hab	Plus de 100.000 hab	Paris	Lyon	Marseille
Ext. GAUCHE	1,4	0,5	0,69			
PCF	0,7	1,0	1,4			
LFI	2,1	0,4	0,4	1,0		
PS	2,4	1,8	3,8			
PRG		0,0				
Div. GAUCHE	9,9	14,4	13,6			2,9
Union gauche	16,2	4,9	20,4	47,9	40,6	38,3
EELV	10,2	2,4	6,6	0,1	11,8	
Autres écolos	0,9	0,9	2,1			
Divers		0,0				
Gilets jaunes	2,2	6,9	1,3	0,0		
Régionalistes	0,1	0,2				
LREM	3,0	1,7	2,6			1,5
Modem	0,0	0,1				
UDI		0,6				
Union du centre	7,8	1,7	4,1	12,4	2,9	
Div. Centre	6,4	8,1	8,0	1,7	23,5	1,1
LR	7,1	4,6	8,1		21,3	30,7
Union droite	8,3	2,3	3,9	35,5		
Div. DROITE	10,4	17,0	19,3	0,4		5,2
DLF	0,0	0,0				
RN	6,1	2,4	3,8	0,0		20,3
EXT. DROITE	0,0	0,2				
Total gauche	42,9	35,7	47,0	49,0	52,4	41,2
Total droite	49,1	53,0	49,8	50,1	47,6	58,8

pâti tout à la fois du discrédit majoritaire de son mentor et de sa faible implantation de terrain.

Deux des forces propulsives du printemps 2017 n'ont pas non plus réussi leur examen municipal. Le RN a consolidé son implantation municipale (mais perd sa mairie de secteur à Marseille), mais a globalement échoué à s'implanter, dans les espaces métropolitains comme dans les communes modestes de la France réputée « périphérique ».

La préparation des élections municipales avait tempéré les ambitions affichées par la FI au lendemain des scrutins présidentiel et législatif de 2017. Le premier tour avait confirmé le résultat modeste des listes estampillées LFI, même dans les centres-villes métropolitains. Il restera à affiner l'ampleur des positions électives, selon toute vraisemblance bien modeste. Les formules de l'union de la gauche ont plutôt bien fonctionné dans le cadre métropolitain (elle était présente dans 71 des villes de plus de 100.000 habitants), obtenant au total un cinquième des suffrages exprimées. Cette convergence n'a pas été pour rien dans ses bons résultats dans cette tranche de la France urbaine. Dans l'ensemble, elle a été plus souvent rassemblée que la droite : les listes d'union de la droite et du centre se sont contentées d'un modeste 8% des suffrages.

Le PS, on l'avait déjà noté en mars, se sort plutôt bien d'une consultation où il se trouvait pénalisé par son effacement national. Il a frôlé la catastrophe à Lille,

mais est conforté largement par les résultats des listes d'Anne Hidalgo à Paris et ne peut que se réjouir des déboires du « traître » Collomb...

On n'a pas fini de commenter la performance des Verts, la plupart du temps qualifiée d'historique. La percée réelle dans la plupart des villes-centres n'annule pas une fragilité confirmée à l'échelle de l'ensemble du tissu communal. Mais, dans un contexte de désengagement civique massif, les écologistes ont confirmé électoralement, seul ou en alliance à gauche, la capacité de mobilisation des exigences écologistes, manifestées massivement dans l'opinion et dans la rue.

Le PCF est dans une situation plus délicate. Le premier tour s'était pourtant avéré des plus encourageants, avec une récupération des trois quarts des communes de plus de 1000 habitants qui avaient été gagnées en 2014. Le second tour est beaucoup plus amer. Les communistes ont certes conquis et reconquis des villes précédemment perdues, notamment Villejuif, Bobigny et Corbeil. Mais ces gains sont loin de compenser les pertes enregistrées. Le tableau ci-après (sous réserve de vérifications des étiquettes enregistrées par le ministère de l'Intérieur) en donne un aperçu.

Au total, le PC conserve 232 des communes de plus de 1000 habitants qu'il gérait après 2014 (une quinzaine sont incertaines où dépourvues d'information pour l'instant). Au total, cela représente 2 millions d'habitants, auxquels s'ajoutent la population d'au moins 9 communes

Le second tour : la répartition en voix et en sièges

Nuance de listes	% de voix	% de sièges
Ext. GAUCHE	0,1	0,0
PCF	0,9	1,1
LFI	0,2	0,1
PS	2,0	2,1
Div. GAUCHE	18,8	23,5
Union gauche	14,8	6,0
EELV	2,4	1,1
Autres écolos	1,3	1,3
Divers	7,9	13,5
Gilets jaunes	0,3	0,4
Régionalistes	0,0	0,0
LREM	2,0	1,1
Modem	0,1	0,1
UDI	0,8	1,2
Union du centre	2,7	0,9
Div. Centre	11,9	14,1
LR	5,9	4,8
Union droite	6,2	2,7
Div. DROITE	18,4	24,7
DLF	0,0	0,0
RN	2,8	1,1
EXT. DROITE	0,3	0,4
Total gauche	39,3	33,7
Total droite	51,2	51,0

AU FAIT, IL Y A EU DES MUNICIPALES ?

Commune	Population
Villejuif	55 000
Bobigny	53 000
Corbeil	52 000
Noisy-le-Sec	44156
Rive de Gier	15 184
Tergnier	13 456
Varennnes-Vauzelles	9 298
Elne	8 941
Eu (Seine-Maritime)	6 883
Ondres	5 200
Mauléon	2 954
	266 072

Communes	Population	Département
Saint-Denis	111 948	Seine-Saint-Denis
Aubervilliers	86 597	Seine-Saint-Denis
Champigny-sur-Marne	77 992	Val-de-Marne
Arles	53 318	Bouches-du-Rhône
Choisy-le-Roi	45 552	Val-de-Marne
Villeneuve-Saint-Georges	33 636	Val-de-Marne
Bezons	29 508	Val-d'Oise
Fontaine	22 790	Isère
Gardanne	21 143	Bouches-du-Rhône
Morsang-sur-Orge	21 083	Essonne
Givors	20 089	Rhône
Firminy	17 389	Loire
Saint-Pierre-des-Corps	16 076	Indre-et-Loire
Valenton	14 865	Val-de-Marne
Villetaneuse	13 706	Seine-Saint-Denis
Seclin	12 507	Nord
Marly	11 977	Nord
Aubière	10 211	Puy-de-Dôme
Grand-Couronne	9 648	Seine-Maritime
Nangis	8 793	Seine-et-Marne
Waziers	7 519	Nord
Auby	7 315	Nord
Saint-Florent-sur-Cher	6 639	Cher
Château-Renault	5 080	Indre-et-Loire
Petite-Forêt	4 912	Nord
Varangéville	3 689	Meurthe-et-Moselle
Creuzier-le-Vieux	3 405	Allier
Escaudoeuvres	3 286	Nord
Saint-Geniès-de-Malgoirès	3 038	Gard
Mauvezin	2 227	Gers
Florac Trois Rivières	2 117	Lozère
Wavrechain-sous-Denain	1 672	Nord
Castelnau-de-Guers	1 220	Hérault
Loupiac	1 123	Gironde
Buxières-les-Mines	1 088	Allier
Bellenaves	1 039	Allier
Total	694 197	

AU FAIT, IL Y A EU DES MUNICIPALES ?

Les villes administrées par un maire communiste ou apparenté										
Taille de communes	1965		1977		2008		2014		2020	
	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)
Plus de 50 000	14	1 440	32	2 865	11	776	10	810	9	642
Plus de 30 000	32	1 822	72	4 382	28	1 462	22	1 278	19	1 048
Plus de 10 000	95	2 809	204	6 608	85	2 359	63	1 945	50	1 551
Plus de 1 000	412	3 767	720	8 350	394	3 456	285	2 705	240 (1)	2 255
Moins de 1000	725	281	743	290	357	149				
Total	1 137	4 048	1 463	8 640	751	3 605	540-700 (2)			

(1) Estimations provisoires, en attendant la vérification des nuances politiques déclarées

(2) L'absence de données fiables pour les communes de moins de 1 000 habitants ne permet pas de donner la totalisation qui était possible pour les consultations précédentes. Le chiffre de 540 représente seulement un plancher ; officiellement, le PCF avance le chiffre de 700.

Les villes d'Île-de-France ayant un maire PC ou apparenté depuis 1965										
	1965	1971	1977	1983	1989	1995	2001	2008	2019	2020
Seine-et-Marne	5	11	26	10	12	11	8	8	7	7
Yvelines	6	7	20	12	7	8	4	3	2	2
Essonne	16	22	26	23	15	7	6	5	5	5
Hauts-de-Seine	8	9	10	7	5	5	4	4	4	4
Seine-Saint-Denis	21	22	27	23	19	17	14	11	7	6
Val-de-Marne	12	13	17	16	12	12	11	12	10	7
Val d'Oise	11	10	21	15	14	9	6	6	4	3
Île-de-France	79	94	147	106	84	69	53	48	39	34
France métropolitaine	1 142	1 148	1 464	1 460	1 123	874	787	723		

Aubervilliers										
Aulnay										
Bagnolet										
Blanc-Mesnil										
Bobigny										
Clichy										
La Courneuve										
Drancy										
Dugny										
Gagny										
Île-Saint-Denis										
Montfermeil										
Montreuil										
Neuilly-Plaisance										
Noisy-le-Grand										
Noisy-le-Sec										
Pantin										
Pierrefitte										
Romainville										
Rosny										
Saint-Denis										
Saint-Ouen										
Sevran										
Stains										
Tremblay										
Villepinte										

Communes	Population	Département
Saint-Denis	111 948	Seine-Saint-Denis
Aubervilliers	86 597	Seine-Saint-Denis
Champigny-sur-Marne	77 992	Val-de-Marne
Arles	53 318	Bouches-du-Rhône
Choisy-le-Roi	45 552	Val-de-Marne
Villeneuve-Saint-Georges	33 636	Val-de-Marne
Bezons	29 508	Val-d'Oise
Fontaine	22 790	Isère
Gardanne	21 143	Bouches-du-Rhône
Morsang-sur-Orge	21 083	Essonne
Givors	20 089	Rhône
Firminy	17 389	Loire
Saint-Pierre-des-Corps	16 076	Indre-et-Loire
Valenton	14 865	Val-de-Marne
Villetaneuse	13 706	Seine-Saint-Denis
Seclin	12 507	Nord
Marly	11 977	Nord
Aubière	10 211	Puy-de-Dôme
Grand-Couronne	9 648	Seine-Maritime
Nangis	8 793	Seine-et-Marne
Waziers	7 519	Nord
Auby	7 315	Nord
Saint-Florent-sur-Cher	6 639	Cher
Château-Renault	5 080	Indre-et-Loire
Petite-Forêt	4 912	Nord
Varangéville	3 689	Meurthe-et-Moselle
Creuzier-le-Vieux	3 405	Allier
Escaudoeuvres	3 286	Nord
Saint-Geniès-de-Malgoirès	3 038	Gard
Mauvezin	2 227	Gers
Florac Trois Rivières	2 117	Lozère
Wavrechain-sous-Denain	1 672	Nord
Castelnau-de-Guers	1 220	Hérault
Loupiac	1 123	Gironde
Buxières-les-Mines	1 088	Allier
Bellenaves	1 039	Allier
Total	694 197	

conquises ou reconquises. L'Île-de-France, le Nord et le massif central sont les plus touchés. Des « bastions » historiques disparaissent, Saint-Denis, Aubervilliers, Champigny, Choisy-le-Roi, mais aussi Arles, Bezons, Gardanne, Givors, Saint-Pierre-des-Corps ou Valenton.

Le PCF n'est plus à la tête que d'une commune de plus de 100.000 habitants (Montreuil), de 8 entre 50 et 100.000 et de 26 entre 10 et 20.000. Le « communisme municipal » se trouve ainsi une fois de plus affaibli (2,3 millions d'administrés contre 2,7 en 2014), alors qu'il espérait non sans raison se stabiliser ou même se renforcer pour la première fois depuis bien longtemps. Hélas pour lui, ni Le Havre, ni Sète, ni Bagnole, ni Aubagne ne sont revenus à la gestion communiste qu'elles

avaient connue autrefois. L'espace francilien, qui fut le territoire d'accueil par excellence de la « banlieue rouge », est particulièrement révélateur du rétrécissement du communisme municipal. Le PCF, qui contrôlait en 1977 147 des 1276 communes d'Île-de-France, n'en contrôle plus que 34 aujourd'hui. Il administrait alors près de 3,3 millions d'habitants et 2 millions de moins aujourd'hui.

Le territoire de la Seine-Saint-Denis est particulièrement révélateur de cette évolution. Le département a compté en 1977 jusqu'à 27 municipalités communistes sur 40, regroupant 80% de la population départementale. En trente ans, 20 d'entre elles ont été perdues et celles qui restent ne rassemblent plus qu'un cinquième de la population du « 9-3 ». ● **ROGER MARTELLI**